**MARCHE SUBSEQUENT N°1**

**A L’ACCORD-CADRE**

**CONCEPTION, GESTION et maintenance De l’OFFRE STAND d’exposition de L’INPI en vue de sa participation a divers salons**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**ACTE D’ENGAGEMENT VALANT CCAP**

**DU MARCHE SUBSEQUENT N°1**

**RELATIF A LA CONCEPTION, aménagement et maintenance De l’espace d’exposition de L’INPI en vue de sa participation au salon « VIVA TECHNOLOGY 2025 »**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

# IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**Pouvoir adjudicateur :**

Institut National de la Propriété Industrielle (INPI)

15 RUE DES MINIMES

CS 50001

92677 COURBEVOIE Cedex

**Comptable public assignataire des paiements :**

L'Agent comptable de l'INPI

15 RUE DES MINIMES

CS 50001

92677 COURBEVOIE Cedex

**Représentant légal du pouvoir adjudicateur du marché, signataire et ordonnateur :** le Directeur général de l'INPI.

# OBJET ET FORME DU MARCHE

Le présent marché est un marché subséquent à l’accord-cadre relatif à la conception, la gestion et la maintenance de l’offre stand d’exposition de l’INPI en vue de sa participation à divers salons, lancé sur le fondement de l’article R. 2162-9 du Code de la commande publique.

L’objet de ce marché subséquent est **la conception, l’aménagement et la maintenance de l’espace d’exposition de l’INPI en vue de sa participation au salon « VIVA TECHNOLOGY 2025 ».**

Les modalités techniques sont définies au sein du CCTP.

Le marché subséquent prend la forme d’un accord-cadre à bons de commande.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 70 000 € HT en 2025.

# DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu à compter de sa date de notification, et ce pour une durée d’un an.

# EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s’exécuteront par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins, conformément aux spécifications du CCTP. Chaque bon de commande déterminera la nature, les quantités et le délai dans lequel la prestation devra être exécutée.

Les bons de commande pourront être établis pendant toute la durée du marché subséquent.

Seuls les bons de commande signés par le représentant habilité de l’INPI pourront être honorés par le Titulaire.

Le titulaire s’engage à réaliser l’ensemble des prestations prévues dans les CCTP avant le terme du marché.

# ALLOTISSEMENT

Conformément à l’article R.2113-2 du Code, le présent marché ne fait pas l'objet d’une décomposition en lots, son objet ne permettant pas l’identification de prestations distinctes.

# CONTRACTANT

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Je soussigné (nom, prénom) : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité [[1]](#footnote-1):  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée : |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |

Après avoir pris connaissance du présent acte d’engagement,

Après avoir satisfait aux exigences des articles R. 2143-3 et suivants du Code de la commande publique.

Déclare adhérer aux documents visés à l’article 9 du présent acte d’engagement, et m’engage, sans réserve, conformément aux stipulations de ces documents, à exécuter les prestations du marché dans les conditions ci-après définies.

Délai de validité de l’offre : 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixées par la lettre de consultation.

# CONTRACTANTS – GROUPEMENT D’ENTREPRISES[[2]](#footnote-2)

En cas de candidature groupée, remplir un seul acte d’engagement pour le groupement et compléter l’annexe à cet acte d’engagement.

**Nous soussignés :**

**M**…………………………….…… **M** ……………………………………

**M**…………………………………. **M** ……………………………………

Après avoir pris connaissance du présent acte d’engagement,

Après avoir satisfait aux exigences des articles R2342-6 R2343-3 du Code des marchés publics en vigueur au 1er avril 2019.

Déclarons adhérer aux documents visés à l’article 9 du présent acte d’engagement, et nous engageons, sans réserve, conformément aux stipulations de ces documents, à exécuter les prestations du marché dans les conditions ci-après définies.

**L'entreprise** …………………………………………………………………………………. est le mandataire des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature

# CORRESPONDANCE

Adresse électronique pour correspondance : ……………………………………@....................

# PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SUBSEQUENT

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché subséquent conclu sur la base de l’accord-cadre précité sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

* Les pièces contractuelles de l’accord-cadre ;
* Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
* Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
* Le bordereau des prix (établi dans le respect des prix du bordereau des prix‑plafonds de l’accord-cadre) ;
* La proposition technique du titulaire ;
* les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l’Accord Cadre et dudit marché subséquent.
* le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021. Ce document, bien que non joint au marché, est réputé bien connu et le titulaire du marché reconnaît expressément son caractère contractuel.

# PRIX DU MARCHÉ SUBSEQUENT

Les prix du présent marché sont ceux renseignés au bordereau des prix.

Il est rappelé que conformément à l’article 8.2 de l’accord-cadre, les prix des prestations du présent marché subséquent sont déterminés dans le respect du bordereau des prix plafonds de l’accord‑cadre.

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

# AVANCE

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d’un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d’exécution est supérieur à deux (2) mois conformément à l’article R.2191-16 du Code de la commande publique.

L’avance est égale à 5 % du montant T.T.C. du bon de commande. Lorsque le titulaire ou son sous‑traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10% conformément au troisième alinéa de l’article R. 2191-7 du même code, sauf s'il la refuse expressément en cochant la case ci-contre :

⬜ Je refusede percevoir l’avance.

Le remboursement de l’avance se fera dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

1. **PENALITES**

Préalablement à l’application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Dès lors qu'un manquement ou retard est constaté entre la date prévue d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, le pouvoir adjudicateur a la possibilité d’appliquer les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG FCS., les pénalités seront applicables quel que soit leur montant, sans montant plancher. Aucun plafonnement ni de dérogation automatique ne sont prévus.

## Pénalité pour retard dans la réalisation des prestations

Par dérogation à l’article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités en cas de retard imputable au prestataire, applicables en cas de non-respect des délais annoncés dans les CCTP propre à chaque marché subséquent ou dans chaque bon de commande s’élèveront à quatre cent (400) euros par jour ouvré de retard.

## Pénalité pour absence de réponse à un marché subséquent

En cas d’absence de réponse lors de la consultation pour un marché subséquent, sans qu’une justification satisfaisante n’ait été fournie, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire d’un montant de mille (1 000) euros par consultation, donnant lieu à l’émission d’un titre de recette.

## Travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées aux titulaires, d’un montant égal à mille (1 000) euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

# PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Tous les résultats (études, documents de travail, créations, textes, maquettes, images, photographies, etc.) deviennent la propriété de l’INPI.

Par conséquent, le titulaire cède à l’INPI à titre exclusif, l’intégralité des droits patrimoniaux d’auteur qui lui sont dévolus par la loi, et notamment, de façon non limitative :

- Le droit d’exploitation

- Le droit de traduction,

- Le droit de reproduction sur tout support, connu ou inconnu,

- Le droit de représentation par tous moyens, connu ou inconnu,

- Le droit de commercialisation et d’usage,

- Les droits d’utilisation, d’adaptation et de modification,

de tous les éléments fournis par le titulaire au titre de chacun des présents marchés.

La présente cession est faite pour la durée de la protection par les droits d’auteur, y compris les prolongations qui pourraient y apportées.

Il est par ailleurs entendu que les données fournies par l’INPI au titulaire dans le cadre de chacun de ses marchés restent la propriété de l’INPI. Ainsi, le titulaire n’acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d’aucune sorte du fait de l’exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l’INPI et remises au titulaire. Le titulaire doit restituer à l’INPI, sur simple demande, les supports ayant servis à réaliser la prestation. C’est notamment le cas des films, rushs, négatifs, supports numériques, chartes graphiques, plaques, tout ce qui a permis la conception des livrables, utilisés par le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitant.

En cas de résiliation du marché et ce, pour quelque cause que ce soit, l’INPI deviendra propriétaire, dès la date de résiliation, de l’ensemble des documents et études réalisés au titre de ce marché ou en cours d’exécution.

L’INPI peut communiquer à des tiers les résultats des prestations résultant de l’exécution du marché.

L’INPI peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs.

Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché.

# PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire doit respecter la protection des données à caractère personnel en conformité avec l’article 5 du CCAG-FCS.

# CONFIDENTIALITE

Le titulaire s’engage à ne divulguer en aucun cas les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l’INPI à l’occasion de l’exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents conclus pour son application, et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

# REGLEMENTS DES COMPTES

## Relevé d’identité bancaire ou postal

La personne publique se libérera des sommes dues au titulaire au titre du présent marché en en faisant porter les montants au crédit du compte suivant (joindre un RIB ou un RIP original) :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Établissement | Guichet | | | N° de compte | | | | Clé | | IBAN – Identifiant international de compte | | | | | |
|  |  | | |  | | | |  | |  | | | | | |
| BIC – Identifiant international de compte | | | | | | | | | Domiciliation | | | | | |
|  | | | | | | | | |  | | | | | |
| Titulaire du compte : | | |  | | | | | | | | | | | |
| **En cas de groupement conjoint d’entreprises :** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Les soussignés sociétés groupées conjointement, autres que le mandataire, donnent par les présentes (jointes en annexe) à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte du mandataire :  OUI  NON  Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des prestataires groupés. | | | | | | | | | | | | | | | |
| **En cas de réponse négative,** la personne publique se libérera des sommes dues au(x) membres du groupement, autre que le mandataire, au titre du présent marché en en faisant porter les montants au crédit du suivant (joindre un RIB ou un RIP original) : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Établissement | | Guichet | | | | N° de compte | | | | | Clé | | IBAN – Identifiant international de compte | | |
|  | |  | | | |  | | | | |  | |  | | |
| BIC – Identifiant international de compte | | | | | | | | | | | | Domiciliation | | | |
|  | | | | | | | | | | | |  | | | |
| Titulaire du compte : | | | | |  | | | | | | | | | | |
| (Reproduire ce tableau en autant de fois que de membres de groupements)  **Répartition des prestations****:**  *(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)* | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Désignation des membres du groupement conjoint** | | | | | | | **Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint** | | | | | | | | |
| **Nature de la prestation** | | | | | | | **Montant en € HT de la prestation** | |
|  | | | | | | |  | | | | | | |  | |
|  | | | | | | |  | | | | | | |  | |
|  | | | | | | |  | | | | | | |  | |
| **Montant total** | | | | | | | | | | | | | |  | |

## Remise des factures à l’INPI

### Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l’ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l’Etat Chorus Pro (https://chorus-pro.gouv.fr).Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l’une des trois modalités suivantes :



* Par flux d’échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l’adresse suivante : https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/
* Par dépôt au format PDF
* Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro seront communiquées au titulaire du marché subséquent. Elles devront figurer dans l’entête de chaque demande de paiement.

### Mentions de la facture

Les factures mentionneront les indications suivantes :

* la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
* l'objet succinct du marché,
* la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d’exécution correspondante,
* le montant total hors taxes,
* le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
* le montant total TTC.

## Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de l’exécution d’un marché subséquent s'effectue sur remise de factures sur le portail Chorus, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

## Périodicité et modalités de règlement des prestations

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

Selon qu’il sera isolé ou partie d’une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

## Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l’INPI, en application des dispositions L. 3133-10 du Code de la commande publique.

1. **CESSION DE CREANCE**

Si le titulaire du marché souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

# DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l’exécution des prestations faisant l’objet des marchés dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

* 1. **Désignation d’un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché**

La désignation d’un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

➀ Une déclaration mentionnant :

* + la nature des prestations sous-traitées ;
  + le nom, la raison ou dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant proposé ;
  + le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au   
    sous-traitant ;
  + les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de   
    sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

*(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante :* <https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/DC4-2019.doc>)

➁ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

➂ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics.

➃ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l’INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l’INPI en fonction du montant sous-traité.

L’INPI se réserve le droit de refuser l’agrément d’un sous-traitant si celui-ci ne présente pas les capacités juridiques, professionnelles et financières requises pour exécuter les prestations demandées.

## *Modalités de paiement direct*

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC,   
le sous-traitant, agréé par l’INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse à l’INPI sa demande de paiement conformément aux dispositions de des articles L. 2193-10 et R. 2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

# DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l’obligation de produire à l’INPI, à la conclusion du marché et tous les six mois à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis tous les six mois jusqu’à la fin du marché, une attestation sur l’honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l’exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l’affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l’INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

# RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT

L’accord-cadre pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites au chapitre 7 du CCAG‑FCS.

L’INPI se réserve le droit d’apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l’inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l’erreur commise, s’il y a lieu ou non d’infliger une sanction.

## Résiliation encourue en cas de non-respect par l’un des titulaires de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S’il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire est informé qu’il encourt la résiliation du marché dans les conditions suivantes :

Lorsque l’INPI est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé (respectivement par dissimulation d’activité et dissimulation d’emploi salarié), ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure dispose d’un délai de quinze jours pour répondre et devra apporter à l’INPI la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois.

# REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l’interprétation et l’exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l’une des parties a l’intention d’engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu’à la condition d’avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

# TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d’un tiers ne pourra être fait sans l’autorisation préalable de l’INPI et la conclusion préalable d’un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

# DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent AE valant CCAP déroge au CCAG-FCS comme décrit ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| Article(s) de l’AE valant C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations | Article(s) du CCAG FCS au(x)quel(s) il est dérogé |
| 9 | 4.1 |
| 12 | 14.1  14.1.3 |

|  |
| --- |
| à le  fait en un seul original  l’entreprise,  (cachet et signature) |
| à Courbevoie, le  est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,  le représentant légal du pouvoir adjudicateur, |

**ANNEXE AU CADRE D'ENGAGEMENT**

**POUR COMPLÉTER L'ARTICLE 7 : CONTRACTANTS – GROUPEMENT D’ENTREPRISES**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, prénom et qualité : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité [[3]](#footnote-3):  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, prénom et qualité : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité 1 :  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, prénom et qualité : …………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Qualité 1 :  Représentant légal de l’entreprise  Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * dénomination sociale : …………………………………………………………………………… | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * adresse :………………………………………………………………………………………   ………………………………………………………………………………………………….. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Immatriculée sous le n° SIRET : |  |  | |  | |  | |  | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° SIREN | | | | | | | | | | | | | | NIC | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| * Code Activité Principale Exercée |  | |  | |  | |  | |  | |  | | | | | | | | |

1. La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée. [↑](#footnote-ref-1)
2. En cas de groupement, compléter l’annexe à l’acte d’engagement se trouvant en dernière page. [↑](#footnote-ref-2)
3. La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée. [↑](#footnote-ref-3)